

RCS : PARIS  
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2012 B 15813  
Numéro SIREN : 752 991 703  
Nom ou dénomination : OUICAR

Ce dépôt a été enregistré le 10/05/2021 sous le numéro de dépôt 32551



# **Ouicar**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



## Ouicar

Exercice clos le 31 décembre 2020

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Ouicar,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Ouicar relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### ■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.



Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 avril 2021

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit

Carine Malval

## Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<b>Actif immobilisé</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	229 230		229 230	229 230
Autres immobilisations incorporelles	6 207 264	2 850 387	3 356 877	3 641 142
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	329 231	292 734	36 497	52 385
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	3 000		3 000	3 000
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité en portefeuille				
Autres titres immobilisés	253 850		253 850	250 600
Prêts				
Autres immobilisations financières	114 100		114 100	114 100
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>7 136 675</b>	<b>3 143 121</b>	<b>3 993 554</b>	<b>4 290 457</b>
<b>Actif circulant</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En-cours de production : - De biens - De services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	277 897		277 897	71 590
Autres	642 097	60 305	581 792	419 839
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>				
Actions propres				
Autres titres				
<b>Instruments de trésorerie</b>				
<b>Disponibilités</b>	<b>3 279 559</b>		<b>3 279 559</b>	<b>5 106 617</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>182 588</b>		<b>182 588</b>	<b>323 420</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 382 142</b>	<b>60 305</b>	<b>4 321 836</b>	<b>5 921 466</b>
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>11 518 817</b>	<b>3 203 427</b>	<b>8 315 390</b>	<b>10 211 923</b>

## Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2020	Du 01/01/2019
	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social ou individuel (dont versé) 7 732	7 732	7 669
Prime d'émission, de fusion, d'apport	30 240	22 609 342
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves :		
- Légale		
- Statutaires ou contractuelles		
- Réglementées		
- Autres		
Report à nouveau	-1 199 034	-18 999 034
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>-2 703 103</b>	<b>-4 779 039</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-3 864 166</b>	<b>-1 161 063</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour :		
- Risques	85 609	39 167
- Charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>85 609</b>	<b>39 167</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles	9 305 802	8 142 027
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes :		18 922
- Au près des établissements de crédit		
- Financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes :		
- Fournisseurs et comptes rattachés	771 125	1 433 713
- Fiscales et sociales	695 352	566 242
- Sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 321 667	1 172 915
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>EMPRUNTS ET DETTES</b>	<b>12 093 947</b>	<b>11 333 819</b>
Écarts de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>8 315 390</b>	<b>10 211 923</b>

## Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue : - De biens - De services	5 251 867	37 783	5 289 650	4 088 642
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>5 251 867</b>	<b>37 783</b>	<b>5 289 650</b>	<b>4 088 642</b>
Production : - Stockée - Immobilisée			407 993	745 988
Subventions d'exploitation reçues			2 667	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transferts de charges			619 698	626 458
Autres produits			2 917	17 757
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>6 322 924</b>	<b>5 478 845</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)				
Autres achats et charges externes *			3 184 592	4 959 530
Impôts, taxes et versements assimilés			149 881	114 780
Salaires et traitements			1 906 082	2 396 189
Charges sociales			838 196	1 097 154
Dotations aux : - Amortissements sur immobilisations - Dépréciations sur immobilisations - Dépréciations sur actif circulant - Provisions pour risques et charges			1 216 506	623 508
Autres charges			629 513	571 505
			17 220	
			544 004	310 693
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>8 485 994</b>	<b>10 073 359</b>
* Y compris : - Redevances de crédit-bail mobilier - Redevances de crédit-bail immobilier				
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>-2 163 070</b>	<b>-4 594 514</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			11 763	6 121
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change			1 675	271
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>13 438</b>	<b>6 392</b>
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			327 771	142 027
Différences négatives de change			1 292	3 390
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>			<b>329 063</b>	<b>145 417</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>			<b>-315 625</b>	<b>-139 025</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>			<b>-2 478 695</b>	<b>-4 733 539</b>

## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (suite)	Au 31/12/2020	Au 31/12/2019
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	18 450	36 920
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>18 450</b>	<b>36 920</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	155 855	
Sur opérations en capital	75 847	82 420
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	11 156	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>242 858</b>	<b>82 420</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-224 408</b>	<b>-45 500</b>
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices		
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>6 354 812</b>	<b>5 522 157</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>9 057 915</b>	<b>10 301 196</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>-2 703 103</b>	<b>-4 779 039</b>

## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7,21,24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

### ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 8 315 390 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de -2 703 103 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.  
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec :

- Le PCG 2014 approuvé par arrêté ministériel du 8 septembre 2014
- La loi n° 83 353 du 30 avril 1983
- Le décret 83 1020 du 29 novembre 1983
- Les règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### Faits caractéristiques de l'exercice

##### Contexte économique lié à la crise sanitaire mondiale Covid-19

A compter de mars 2020, acteur majeur dans la mobilité et le tourisme, OUICAR a vu son activité touchée par la pandémie mondiale du Covid-19, par les deux confinements, l'un du 18/03 au 11/05/2020 et par la limitation des déplacements au-delà de 100km maintenue jusqu'au 02/06/2020. Puis une deuxième version de restrictions de déplacement du 30/10 au 15/12/2020 est venue de nouveau impacter l'activité de OUICAR.

La Société a de ce fait connu des périodes de stop and go de son activité tout au long de l'année. A la faveur d'un été exceptionnel sur les plans sanitaires, météorologiques et touristiques et d'une offre plus ciblée (tarification dynamique, frais de service), l'activité de l'année 2020 affiche une hausse de 29% de son chiffre d'affaire. Durant les périodes de baisse de business, la Société a eu recours à l'activité partielle.

##### Restructuration interne

Une restructuration interne à travers un plan social économique (PSE) avec congé de reclassement a été réalisée à l'automne 2020 pour cinq salariés de Oucar. La sortie des effectifs de Oucar des salariés concernés a eu lieu début mars 2021. De plus, un salarié a fait l'objet d'une mutation au sein du groupe SNCF en novembre 2020.

**Les faits significatifs survenus au cours de l'exercice sont les suivants :**

- A été signé le 3 novembre 2020 un contrat d'émission d'obligations convertibles en actions entre la Société et SNCF Voyageurs pour un montant de 836 004 euros, ce qui a donné lieu à un unique tirage du montant total effectué le 3 novembre 2020.

- De juillet 2015 au 3 novembre 2020, SNCF Participations, puis SNCF Voyageurs, a été l'actionnaire majoritaire de la Société. Le 3 novembre 2020 SNCF Voyageurs a cédé ses titres de participations et les obligations à la holding SAS Nautilus.

- La Société a poursuivi le développement de son activité à travers avec une politique commerciale plus précise et de nouvelles fonctionnalités utilisateurs. OUICAR a ainsi mis en place la tarification dynamique, projet qui permet aux propriétaires de véhicules de faire varier les prix de locations en fonction d'un calendrier. Malgré un report du lancement du business en Espagne, le site web et les applications mobiles (Android et iOS) sont désormais disponibles en trois langues, français, anglais et espagnol. Enfin, dans une logique de marché et de modèle de plateforme, des frais de service afférents au bon fonctionnement de la plateforme sont facturés au locataire. Ces trois projets majeurs réalisés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020 sont activés en immobilisations incorporelles pour un montant de 805 185,96 euros. L'amortissement pratiqué est de 24 à 48 mois.

- Le montant des immobilisations en cours au 31/12/2020 de 442 840,57 euros correspond à la mise en place de la plateforme en Espagne, à l'implémentation d'une nouvelle politique de frais d'annulation et à l'évolution du pricing.

- Enfin, le tribunal administratif de Montreuil a rendu le 22 juin 2020 un jugement en défaveur de OUICAR concernant le litige TVA de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 31 mars 2016 et portant sur un montant en principal de 432 416 euros. La Société a interjeté appel auprès de la cour administrative d'appel de Versailles. En janvier 2021, la Société a gagné le référé-suspension engagé à l'issue de la réception de la mise en demeure de payer de la DGE. Pour rappel, aucune provision n'est constatée dans les comptes de OUICAR.

**Continuité de l'exploitation :**

Le principe de continuité d'exploitation est assuré pour les 12 mois suivants la date de clôture, soit le 31 décembre 2021 compte tenu des prévisions de trésorerie pour l'exercice 2021 établies lors de l'arrêté des comptes par le Président.

**Evènements postérieurs à la clôture :**

Depuis la date de clôture de l'exercice et ce malgré une instabilité du marché provoquée par la situation sanitaire en France et en Europe, la société reste résiliente et poursuit le déploiement de projets essentiels à son développement pérenne.

La restructuration du capital à la suite du rachat des titres de SNCF Voyageurs par la holding SAS Nautilus est intervenue en date du 15/01/2021. Compte-tenu des opérations sur le capital décidées le 15 janvier 2021, les capitaux propres de la Société ont été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, et qu'en conséquence il y a lieu de faire supprimer la mention relative à la perte de la moitié du capital figurant au registre du commerce et des sociétés.

Un prêt garanti par l'Etat (PGE) a été obtenu en date du 12/02/2021 pour 700.000 euros pour une durée de 12 mois avec faculté pour d'amortir, en tout ou partie, les sommes dues (capital et intérêts) à la date d'échéance sur une période additionnelle de un, deux, trois, quatre, ou cinq ans.

**Autres renseignements :**

Le fait générateur de la prise en compte du chiffre d'affaires est constitué par la validation de la location. Les honoraires de commissariat aux comptes relatifs au contrôle légal des comptes s'établissent à 11 500 euros hors taxes. L'effectif moyen de la société s'établit à 38 (dont 1 dirigeant, 23 cadres, 14 non-cadres et 1 apprenti)

**Fonds commercial :**

Un impairment test a été réalisé dans le but de valoriser le fonds commercial « unevoitureàlouer » et de valider sa valeur constatée au bilan. Les résultats du test montrent qu'il n'existe aucune perte de valeur sur la valeur de l'actif au vu de la part de trafic en SEO et donc de volume de transactions apportés par ce fonds.

**Immobilisations corporelles et incorporelles :**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, soit de 2 à 5 ans pour les immobilisations incorporelles et de 2 à 10 ans pour les immobilisations corporelles.

Les frais de développement des applications informatiques font l'objet d'activation en immobilisations incorporelles. Ces frais de développement sont constitués par des charges de personnel et de prestations externes. La durée d'amortissement de 48 mois a été déterminée en fonction de l'utilisation et de la politique de renouvellement de ces immobilisations incorporelles et ne concerne que la refonte du site actuellement.

Pour tout autre développement, la durée d'amortissement varie de 12 mois à 48 mois suivant la durée de vie du projet.

Les aménagements des locaux du 4 septembre sont totalement amortis depuis le 31/01/2019.

**Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

**Créances et dettes :**

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constituée sur les créances dès lors que leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

**Opérations en devises :**

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

**Provisions :**

La société applique le règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Dans ce cadre, des provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit des tiers, sans contrepartie pour la société.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Au titre des provisions pour risques et charges, la reprise de l'exercice 2020 correspond à l'extourne relative à 2019.

**Engagements de retraite :**

La convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière.

L'engagement de la dette actuarielle, non comptabilisé en fin d'exercice s'établit à 132 K euros en 2020.

**Changements de méthodes :**

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

## Etat des immobilisations

Immobilisations	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations de l'exercice	Acquisitions créances virements
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 529 521		1 712 159
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 529 521</b>		<b>1 712 159</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions : - Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
Installations : - Générales, agencements et aménagements constructions			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	157 220		
Matériel : - De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	178 553		9 535
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>335 772</b>		<b>9 535</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	3 000		
- Titres immobilisés	250 600		3 250
Prêts et autres immobilisations financières	114 100		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>	<b>367 700</b>		<b>3 250</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>6 232 993</b>		<b>1 724 944</b>

Immobilisations	Diminutions		Valeur brute des immo. en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virements	Cessions		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	805 186		6 436 494	
<b>TOTAL</b>	<b>805 186</b>		<b>6 436 494</b>	
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations : - Gales, agenets et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agenets et aménagt. divers			157 220	
Matériel : - De transport				
- De bureau et informatique, mob.		16 076	172 012	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>		<b>16 076</b>	<b>329 231</b>	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations			3 000	
- Titres immobilisés			253 850	
Prêts et autres immobilisations financières			114 100	
<b>TOTAL</b>			<b>370 950</b>	
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>805 186</b>	<b>16 076</b>	<b>7 136 675</b>	

## Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice				
Immobilisations amortissables	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 659 149	1 191 238		2 850 387
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 659 149</b>	<b>1 191 238</b>		<b>2 850 387</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers	157 437		217	157 220
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	125 951	25 286	15 722	135 515
Emballages récupérables et divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>283 387</b>	<b>25 286</b>	<b>15 939</b>	<b>292 734</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 942 536</b>	<b>1 216 524</b>	<b>15 939</b>	<b>3 143 121</b>

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Immobilisations amortissables	Dotations			Reprises			Mvt net des amort. à la fin de l'ex.
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorp.							
<b>TOTAL</b>							
<b>Immobilisations corporelles</b>							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bur. et informat., mob.							
Emballages récup. et divers							
<b>TOTAL</b>							
Frais d'acqui. de titres de particip.							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>			<b>TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ</b>	

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Réglementées</b>				
Provisions pour :				
- Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>Risques et charges</b>				
Provisions pour :				
- Litiges	39 167	657 889	619 698	85 609
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>39 167</b>	<b>657 889</b>	<b>619 698</b>	<b>85 609</b>

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Dépréciations</b>				
Immobilisations :				
- Incorporelles				
- Corporelles				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation	68 556		8 251	60 305
<b>DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>68 556</b>		<b>8 251</b>	<b>60 305</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>107 723</b>	<b>657 889</b>	<b>627 949</b>	<b>145 915</b>
Dont dotations et reprises :				
- D'exploitation		646 733	627 949	
- Financières				
- Exceptionnelles		11 156		
<i>Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation</i>				

## Etat des créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	114 100		114 100
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	277 897	277 897	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-2 393	-2 393	
Impôts sur les bénéfices	68 549	68 549	
Taxe sur la valeur ajoutée	123 831	123 831	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	104 719	104 719	
Groupe et associés (2)	255 198	255 198	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	92 194	92 194	
Charges constatées d'avance	182 588	182 588	
<b>TOTAL</b>	<b>1 216 683</b>	<b>1 102 583</b>	<b>114 100</b>
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

## Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	9 305 802	9 305 802		
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	771 125	771 125		
Personnel et comptes rattachés	241 254	241 254		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	364 597	364 597		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	11 872	11 872		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	77 628	77 628		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	1 321 667	1 321 667		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL</b>	<b>12 093 947</b>	<b>12 093 947</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 163 775			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

## Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	231 425	524 594
Dettes fiscales et sociales	409 185	357 858
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>640 609</b>	<b>882 451</b>

### Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	231 424.81	524 593.55
40810000 FOURNISSEURS - FACT. NON PARVE	231 424.81	524 593.55
Dettes fiscales et sociales	409 184.66	357 857.50
42820000 DETTES CONGES PAYES	143 195.37	95 422.52
42830000 PROVISIONS REMUNERATIONS	97 364.39	20 263.30
43820000 PROVISIONS CHARGES SOCIALES	75 823.33	151 315.18
43860000 PROVISIONS CHARGES SOCIALES	15 231.65	5 422.23
43861000 PROVISIONS PREVOYANCE	17 723.34	17 563.24
44860000 CHARGES A PAYER	59 846.58	67 871.03
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
<b>TOTAL</b>	<b>640 609.47</b>	<b>882 451.05</b>

**Produits à recevoir**  
(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	26 077	454
Autres créances	-2 393	-2 045
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>23 684</b>	<b>-1 591</b>

**Détail des produits à recevoir**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2020	31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	26 077.42	453.60
41800000 FACTURE A ETABLIR	26 077.42	453.60
Autres créances	-2 393.12	-2 045.10
40980000 AVOIRS A RECEVOIR		432.00
43870000 AUTRES CHARGES SOCIALES	-2 393.12	-2 477.10
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>23 684.30</b>	<b>-1 591.50</b>

**Produits et charges constatés d'avance**

<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>Exercice clos le</b>	<b>Exercice clos le</b>
	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Produits : - D'exploitation		
- Financiers		
- Exceptionnels		
<b>TOTAL</b>		

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>Exercice clos le</b>	<b>Exercice clos le</b>
	<b>31/12/2020</b>	<b>31/12/2019</b>
Charges : - D'exploitation	182 588	323 420
- Financières		
- Exceptionnelles		
<b>TOTAL</b>	<b>182 588</b>	<b>323 420</b>

**Fonds Commercial**

<b>Libellé</b>	<b>Montant</b>
Eléments achetés	
Fonds commercial "Une voiture à louer" - acquisition 2014 et complément versé en 2015	229 230
Eléments réévalués	
Eléments reçus en apport	
<b>TOTAL</b>	<b>229 230</b>

Une provision pour dépréciation est comptabilisée dès lors que les avantages économiques futurs apparaissent inférieurs à ceux évalués au moment de l'acquisition du fonds commercial.

**Composition du capital Social**

<b>Postes concernés</b>	<b>Nombre</b>	<b>Valeur Nominale</b>	<b>Montant en Euros</b>
1 - Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	76 687	0.10000	7 669
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	633	0.10000	63
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1 + 2 - 3)	77 320	0.10000	7 732

**Engagements financiers**

<b>Engagements donnés</b>	<b>Montant en Euros</b>
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Indemnités de départ en retraite	
Emprunts (intérêts restant à courir)	
Crédit-bail : - Mobilier	
- Immobilier	
Autres engagements	3 239 147
<b>TOTAL</b>	<b>3 239 147</b>

Les "Autres engagements" de la société correspondent aux engagements de loyers donnés au bailleur des locaux occupés au 9 rue 4 septembre à Paris suivant le bail signé le 31 janvier 2019, d'une durée de 9 années. Le loyer annuel s'établit à 453.160 € HT

<b>Engagements reçus</b>	<b>Montant en Euros</b>
Abandon de créances	
<b>TOTAL</b>	

Commentaire

**Ouicar**  
Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros  
Siège social : 9, rue du 4 septembre – 75002 Paris  
752 991 703 R.C.S. Paris

(la « Société »)

---

DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

PRISES PAR ACTE SOUS SEING PRIVE LE 3 MAI 2021

EXTRAIT

---

Les associés de la Société ont pris à l'unanimité la décision suivante :

Deuxième décision  
*Affectation du résultat*

Les Associés,

connaissance prise du rapport de gestion du président,

constatant que la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élève à la somme de 2.703.103 euros,

**décident d'affecter ladite perte :**

- à hauteur de 2.641.737 euros sur le compte de réserve indisponible intitulé « réserve spéciale provenant de la réduction de capital décidée le 15 janvier 2021 » qui sera ainsi totalement apuré, et
- à hauteur de 61.393 euros au compte « report à nouveau » qui, sera débiteur de cette somme.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

*Extrait certifié conforme par le président*

*Benoît Sineau*

